

4 mai 2021

Yémen : Situation sécuritaire dans le gouvernorat de Taïz de mars 2015 à avril 2021

Avertissement

Ce document, rédigé conformément aux [lignes directrices](#) communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine, a été élaboré par la DIDR en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière et ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

Table des matières	2
1. Chronologie	4
1.1. En 2015	4
1.2. En 2016	4
1.3. En 2017	5
1.4. En 2018	5
1.5. En 2019	5
1.6. En 2020	6
1.7. En 2021	7
2. Bilan partiel	7
3. Exactions attribuées aux forces pro-gouvernementales et pro-houthistes	8
3.1. Forces du GIR et milices alliées	8
3.2. Forces houthistes	8
3.3. Exactions attribuées aux deux camps	9
Bibliographie	10

Résumé : Le gouvernorat de Taïz, dans une des régions les plus peuplées du Yémen, est celui qui a connu le plus de morts civils et de destructions depuis le début du conflit. Occupé par les houthistes et les partisans de l'ex-président Ali Abdallah Saleh en mars 2015, il connaît ensuite des combats presque ininterrompus opposant les houthistes aux forces du gouvernement internationalement reconnu (GIR) et à ses alliés des milices tribales, islamistes et salafistes, puis ces milices entre elles. La trêve conclue en décembre 2018 à Stockholm permet un apaisement partiel et un début de reconstruction du cheflieu malgré des reprises d'affrontements sporadiques, tant dans la ville de Taïz que sur les franges nord-ouest et sud-est du gouvernorat. De nombreuses exactions, exécutions sommaires, disparitions forcées, extorsion et recrutement de mineurs, sont attribuées aux deux camps.

Abstract : Taiz governorate, in one of Yemen's most populous regions, has seen the most civilian deaths and destruction since the start of the conflict. Occupied by the Houthis and supporters of ex-President Ali Abdallah Saleh in March 2015, he then experienced almost uninterrupted fighting between the Houthis and the forces of the internationally recognized government (GIR) and his allies of the tribal, Islamist and Salafist militias, then these militias among themselves. The truce concluded in December 2018 in Stockholm allows a partial appeasement and the start of reconstruction of the capital despite sporadic resumption of clashes, both in the city of Taiz and on the north-western and south-eastern fringes of the governorate. Numerous abuses, summary executions, enforced disappearances, extortion and recruitment of minors are attributed to both camps.

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

Rappel :

Le Yémen est marqué depuis les années 1960 par une série de guerres civiles aux fondements divers, notamment le clivage entre les deux principales communautés religieuses : sunnites chaféites et chiïtes zaydites. A partir des années 2000, le régime du président Ali Abdallah Saleh (au pouvoir depuis 1978, d'origine zaydite, mais ne se réclamant pas de cette confession) est confronté à un mouvement de contestation zaydite connu sous le nom de « mouvement de la Jeunesse croyante » (Al-Shabab al-Muminin). En 2004, l'assassinat de son fondateur, le député Hussein Badreddine al-Houthi, tué par les forces gouvernementales, donne lieu à un mouvement insurrectionnel dans la province de Saada (nord du pays) sous le nom d'Ansar Allah ou Ansarullah (« Partisans de Dieu ») dirigé par Abdul-Malik al-Houthi, frère du leader assassiné. En raison du rôle prédominant de la famille al-Houthi, les partisans d'Ansar Allah sont désignés comme « houthistes » ou « houthis ».

A partir de 2011, le conflit entre insurgés zaydites et forces gouvernementales se double de l'émergence d'un mouvement islamiste sunnite hostile au chiïsme. Entre janvier et novembre 2011, des manifestations populaires, dans le prolongement des printemps arabes, entraînent la chute du président Ali Abdallah Saleh. Le gouvernement de transition dirigé par l'ancien vice-président Abderrabbo Mansour Hadi se révèle incapable d'apporter une réponse durable aux clivages politiques, régionaux et communautaires.

En septembre 2014, une insurrection éclate rassemblant houthistes et partisans de l'ex-président Ali Abdallah Saleh. Entre l'automne 2014 et le printemps 2015, les insurgés s'emparent de Sanaa, la capitale, et des provinces abritant la plus grande partie de la population du pays.

A partir de mars 2015, une coalition militaire de plusieurs pays arabes, sous la conduite de l'Arabie saoudite, intervient en soutien du président Abderrabbo Mansour Hadi et du gouvernement internationalement reconnu (GIR), tandis qu'Ali Abdallah Saleh et les houthistes bénéficient du soutien de l'Iran. Le pays se trouve alors divisé entre le GIR, qui reprend la ville d'Aden où il établit sa capitale provisoire, et la coalition des « comités populaires » favorables à Ali Abdallah Saleh. L'enlisement du conflit favorise par ailleurs la montée de mouvements armés djihadistes sunnites, Al-Qaïda dans la Péninsule arabique (AQPA) puis l'Etat islamique (EI, Daech)¹.

Ali Abdallah Saleh est tué par ses ex-alliés houthistes en décembre 2017. Ces derniers exercent toujours une autorité de fait sur Sanaa et le nord-ouest du pays, où vit 70% de la population, et sont soumis à un blocus. Le GIR a établi sa capitale nominale à Aden mais, en fait, réside essentiellement à Riyad (Arabie saoudite) sous la tutelle des Saoudiens qui lui assurent financement et soutien armé tandis qu'un autre Etat de la région, les Emirats arabes unis, intervient militairement dans les provinces du Sud en soutenant un mouvement séparatiste, le Conseil de transition du Sud (CTS). La Coalition saoudienne a renforcé son engagement militaire, d'abord par des bombardements aériens puis, à partir de juin 2018, en soutenant une offensive du GIR sur Hodeïda, principal port sur la mer Rouge par lequel transite une large part de l'approvisionnement du pays. Des accords signés sous l'égide des Nations unies, en décembre 2018 à Stockholm entre le GIR et les houthistes, en novembre 2019 à Riyad entre le GIR et le CTS, n'ont pas permis un apaisement durable. Les affrontements se poursuivent à la fin de 2020, principalement autour de Hodeïda, Taïz, Marib et Jawf (entre les forces du GIR et des houthistes) et Abyan (entre le GIR et le CTS). La situation humanitaire reste critique et 80% de la population dépend de l'aide humanitaire².

¹ DIDR, Ofpra, 24/06/2016, [url](#)

² Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (France), m. à j. le 27/11/2020, [url](#)

1. Chronologie

Sauf précision contraire, cette chronologie vient du rapport du Programme des Nations unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), « Taïz City Profile », publié en novembre 2020³.

1.1. En 2015

- 22 mars : les houthistes et les partisans d'Ali Abdallah Saleh s'emparent de l'aéroport et du centre-ville de Taïz. Cinq manifestants sont tués et 80 blessés lors d'une manifestation pacifique contre l'occupation de la ville par les miliciens houthistes.
- 26 mars 2015 : une coalition d'Etats arabes, dirigée par l'Arabie saoudite, se forme pour combattre les houthistes ; l'aviation de la coalition commence le bombardement des villes tenues par ces derniers.
- Avril : les forces anti-houthistes constituent un « Conseil de la Résistance populaire » présidé par Hamoud al-Mekhlafi, regroupant les éléments d'unités militaires loyales au président Abderrabo Mandour Hadi (une partie des bataillons des 22^{ème} et 35^{ème} brigades) et différentes milices locales⁴.
- 22 avril : dans le gouvernorat de Taïz, les houthistes prennent d'assaut une base aérienne tenue par les forces du GIR.
- 26 avril : des miliciens islamistes et tribaux faisant allégeance au GIR reprennent plusieurs quartiers de Taïz.
- Entre juillet 2015 et décembre 2017, la ville de Taïz est partagée en trois secteurs : le nord et l'est de l'agglomération sont tenus par la coalition des houthistes et partisans d'Ali Abdallah Saleh ; les quartiers centraux sont partagés entre le parti islamiste Islah (« Réforme », branche yéménite des Frères musulmans) et une milice « salafiste » commandée par Adil Abdouh Fari Uthman al-Dhubhani, connu sous le nom de guerre d'Abou al-Abbas⁵.
- 28 septembre : un bombardement aérien de la coalition saoudienne frappe une fête de mariage à Wahija, près de Mokha, faisant au moins 70 tués⁶.
- 17 novembre 2015 : le président Abderrabo Mansour Hadi, qui s'était réfugié en Arabie saoudite, établit sa capitale provisoire à Aden et annonce une campagne pour reprendre Taïz.
- 14 décembre : de violents combats se déroulent à Taïz pendant les pourparlers d'un cessez-le-feu.

1.2. En 2016

- 4 février : le musée national de Taïz est détruit par des tirs d'obus.
- 12 mars : offensive des forces du GIR et milices alliées qui reprennent plusieurs quartiers et bâtiments officiels.
- 24 mars : contre-offensive des houthistes qui coupent la route stratégique reliant Taïz à Aden. Cependant, 13 camions d'aide humanitaire peuvent atteindre le secteur de Taïz sous contrôle du GIR.
- Avril : le chef de milice tribale Hamoud al-Mekhlafi doit s'exiler sous la pression des Emirats arabes unis qui le soupçonnent de liens avec le mouvement des Frères musulmans ; il se réfugie à Riyad puis en Turquie où il obtient l'asile politique en juillet 2016⁷.
- 17 avril : accord précaire de cessez-le-feu à Taïz.
- 3 juin : un tir de roquette sur un marché fait 18 tués et 68 blessés civils.

³ ONU-Habitat, 11/2020, [url](#)

⁴ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 29/09/2020, §165, note 231, [url](#)

⁵ CARVAJAL Fernando, Gulf States Analytics, 04/09/2019, [url](#)

⁶ DIDR, Ofpra, 24/06/2016, [url](#)

⁷ Almrassel.net, 11/06/2016, [url](#)

- 18 juin : accord d'échange de prisonniers.
- 16 août : les houthistes coupent la dernière route d'accès à Taïz.
- 18 août : contre-offensive des forces du GIR qui annoncent avoir repris plusieurs secteurs de l'est et de l'ouest de la ville.
- 15 novembre : les forces du GIR annoncent avoir libéré l'ouest de la ville et brisé l'encerclement de Taïz, assiégée depuis 18 mois.

1.3. En 2017

- 9 janvier : le GIR et la coalition saoudienne lancent l'opération « Flèche d'or » en vue de reconquérir la région côtière avec le port de Mokha.
- 11 mai : les miliciens houthistes et la Garde républicaine (loyale à Ali Abdallah Saleh) lancent un violent bombardement d'artillerie sur le contingent soudanais campé dans les monts Nazibah, dans le district de Mawza.
- 24 mai : les forces du GIR s'emparent de la Banque centrale et, quelques jours plus tard, du palais présidentiel de Taïz.
- Novembre : rupture entre les houthistes et l'ex-président Ali Abdallah Saleh (qui sera exécuté sommairement le 6 décembre 2017). Les forces du GIR avec leurs alliés des milices salafistes et tribales lancent, avec des résultats limités, une nouvelle série d'offensives dans l'agglomération de Taïz⁸.

1.4. En 2018

- 11 janvier : Tareq Saleh, neveu de l'ex-président Ali Abdallah Saleh, passé dans la clandestinité depuis la mort de ce dernier, fait défection du camp houthiste avec une partie de la Garde républicaine. Il forme une unité armée dans la région de Mokha avec le soutien du GIR et des Emirats arabes unis⁹.
- Janvier-février 2018 : la 35^{ème} brigade blindée (forces du GIR) mène une offensive dans l'est du gouvernorat et s'empare des districts d'al-Silw et al-Qabbaytah¹⁰.
- Mars : les combats se poursuivent dans l'agglomération de Taïz¹¹.
- Mai : Tareq Saleh participe à une offensive du GIR et de la coalition arabe vers Hodeïdah¹².
- Avril : assassinat de Hana Lahoud, responsable du Croissant-Rouge¹³.
- 22 novembre : l'arrestation d'un jeune chef de milice, Ghawzan al-Mekhlafi, déclenche un affrontement armé entre ses hommes et la police ; il est relâché peu après¹⁴.
- Décembre : un cessez-le-feu partiel est conclu à Stockholm entre le gouvernement de fait houthiste et le GIR, permettant un apaisement précaire. L'administration locale de Taïz, en coopération avec le GIR qui assure le paiement au moins intermittent des salaires, peut entreprendre le déblaiement des décombres et le rétablissement de certains services publics, notamment les hôpitaux et l'université¹⁵.

1.5. En 2019

- 7 février : le siège de l'Audiovisuel public, dans le district d'al-Qahirah, est investi et pillé par un groupe armé.

⁸ ACLED, 01/03/2018, [url](#)

⁹ Middle East Eye, 31/05/2018, [url](#)

¹⁰ AL-MADHAJI Maged, Sanaa Center, 26/03/2020, [url](#)

¹¹ ACLED, 01/03/2018, [url](#)

¹² Middle East Eye, 31/05/2018, [url](#)

¹³ CARVAJAL Fernando, Gulf States Analytics, 04/09/2019, [url](#)

¹⁴ Middle East Eye, 29/11/2018, [url](#)

¹⁵ NAJI Mustafa, Orient XXI, 14/05/2019, [url](#)

- 19 mars : assassinat d'Abdullah Moqbil al-Makhlafi, officier de la 22^e brigade, au milieu d'une vague de règlements de comptes entre groupes armés¹⁶. La 22^{ème} brigade est commandée par le général Sadeq Sarhan qui passe pour proche du parti Islah ; une forte rivalité l'oppose à la 35^{ème} brigade du général Adnan Hamadi, qui passe pour un « nassérien » (nationaliste arabe de gauche), allié du chef de milice salafiste Abou al-Abbas¹⁷.
- 23 mars : de violents affrontements opposent les groupes salafistes et les partisans du Congrès général populaire (CGP¹⁸) aux forces de sécurité ; le siège du CGP et les maisons de ses dirigeants sont incendiés.
- Avril : la milice salafiste d'Abou al-Abbas, qui tenait les quartiers sud de Taïz entre la citadelle al-Qahirah et la rue du 26 Septembre¹⁹, doit évacuer la ville sous la pression des partisans d'Islah²⁰.
- 1^{er} mai : les milices houthistes s'emparent du district d'al-Husha, dans le gouvernorat d'al-Dhali, position stratégique sur la route qui relie le Yémen central aux provinces d'Ibb et Taïz. Dans le même temps, les forces du GIR progressent au nord de Taïz, vers la ville de Rahida (gouvernorat d'Ibb), sans pouvoir interrompre l'avance houthiste sur la route d'Ibb à al-Dhali²¹.
- 20 août : la brigade Abou al-Abbas doit évacuer al-Turbah, sur la route d'Aden dans le sud du gouvernorat. Elle s'établit à al-Kadha, à 30 km à l'ouest de Taïz²².
- 24 septembre : le Comité des affaires des prisonniers, dépendant du gouvernement houthiste de Sanaa, annonce la reprise des pourparlers en vue d'échanges de prisonniers à Taïz.
- 7 octobre : une colonne de véhicules blindés des Emirats arabes unis se déploie dans les secteurs ouest et sud-ouest du gouvernorat ; les Emirats commencent à installer une base navale à Mokha.
- 19 octobre : un homme armé ouvre le feu dans l'hôpital al-Thawra à Taïz, tue un patient blessé et blesse un membre du personnel ; plusieurs autres violences dans cet hôpital sont signalées en 2019 (voir 2.).
- 6 novembre : un hôpital de Mokha, ouvert en août 2018 avec le soutien de l'ONG Médecins sans Frontières (MSF), est victime d'un bombardement aérien ; il ne subit que des dommages matériels mais les patients doivent être évacués²³.

1.6. En 2020

- Mars : Tariq Saleh, avec le soutien des Emirats arabes unis, contrôle la ville de Mokha et toute la partie côtière du gouvernorat de Taïz²⁴. Le même mois, Hamoud al-Mekhlafi, qui avait reconstitué sa milice dans un camp militaire de la Hujariyya (sud du gouvernorat), doit le dissoudre sous la pression des autres forces politiques de Taïz²⁵.
- 31 mars : le tribunal de Taïz est investi par des miliciens du parti Islah qui menacent le juge Anwar al-Majeedi à cause de sa position sur un conflit foncier impliquant Hisham Abdelwahid Sarhan, chef de milice et fils d'Abdelwahid Sarhan, délégué à la Sécurité politique et cadre d'Islah à Taïz²⁶.
- Avril : au cours du mois, d'après l'ONG yéménite « Human Rights and Information Training Center », les milices houthistes commettent 110 violations du cessez-le-feu à Taïz, causant la mort de 22 civils²⁷.

¹⁶ CARVAJAL Fernando, Gulf States Analytics, 04/09/2019, [url](#)

¹⁷ CARVAJAL Fernando, Gulf States Analytics, 04/09/2019, [url](#) ; Middle East Eye, 29/11/2018, [url](#)

¹⁸ Principal parti politique yéménite, partagé depuis 2014 entre les partisans d'Ali Abdallah Saleh et ceux d'Abderrabo Mansour Hadi.

¹⁹ CARVAJAL Fernando, Gulf States Analytics, 04/09/2019, [url](#)

²⁰ AL-MADHAJI Maged, Sanaa Center, 26/03/2020, [url](#) ; Yemen Policy, 09/2019, [url](#)

²¹ Carnegie Endowment, 29/05/2019, [url](#)

²² AL-MADHAJI Maged, , 09/2019, [url](#)

²³ Médecins sans Frontières, 08/11/2019, [url](#)

²⁴ AL-MADHAJI Maged, Sanaa Center, 26/03/2020, [url](#)

²⁵ AL-MADHAJI Maged, Sanaa Center, 26/03/2020, [url](#)

²⁶ Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, 29/09/2020, § 357, [url](#)

²⁷ Asharq al-Awsat, 10/05/2020, [url](#)

- Entre le 1^{er} novembre et le 19 décembre 2020, d'après l'ONG yéménite « Rasd Coalition », les milices houthistes commettent 73 violations du cessez-le-feu visant les quartiers de Sallah, Al Qahera, et Al Modafer à Taïz : 11 civils, dont 6 enfants, sont tués et 37 blessés²⁸.

1.7. En 2021

- 13 mars : le site web des forces du GIR annonce qu'une offensive de grande ampleur est en cours et que « de larges zones » du gouvernorat de Taïz ont été reprises à la « milice terroriste houthiste » : l'Alliance nationale, coalition des partis politiques soutenant le GIR, adresse des félicitations à l'armée yéménite et à la coalition arabe alliée²⁹.
- 17 mars : l'armée gouvernementale annonce mener une offensive avec les milices alliées en direction de la ville d'al-Burj et des districts du nord-ouest du gouvernorat³⁰.
- 22 mars : l'armée gouvernementale annonce avoir entièrement libéré la localité d'al-Akhoum, dans le district de Haïfan (sud-est du gouvernorat)³¹.

2. Bilan partiel

Selon le chercheur indépendant Mustafa Naji, dans un article publié en mars 2019 par le magazine Orient XXI, Taïz est la ville du Yémen qui a subi le plus de destructions et les affrontements y sont à peu près continus depuis 2015. Sur 11 267 civils tués au Yémen depuis le début du conflit, 3 796 habitaient le gouvernorat de Taïz, à quoi il faut ajouter 15 755 blessés. La ville est traversée par la ligne de front, les champs de mines y ont fait des centaines de victimes et la plupart des bâtiments portent les traces d'impacts de balles et d'obus³².

Selon le programme humanitaire « Yemen Data Project », créé en coopération avec ACLED³³ avec quelques différences de méthodologie, en 226 jours de campagne, le conflit a fait au moins 2 261 morts dans le gouvernorat de Taïz dont 1 134 militaires, 752 civils et 775 indéterminés³⁴.

Selon l'ONG ACLED, spécialisée dans l'étude des conflits, le gouvernorat de Taïz a eu presque deux fois plus de tués que n'importe quel autre gouvernorat du pays³⁵. Du 1^{er} janvier 2017 au 1^{er} mars 2018, au moins 500 civils sont tués, le nombre réel pouvant être plus élevé compte tenu d'une violence multiforme par bombardements aériens, tirs d'obus dans des zones habitées, assassinats et mines³⁶.

En 2019, l'Organisation internationale pour les migrations estime que le gouvernorat de Taïz est dans une situation humanitaire critique : il abrite 460 000 personnes vulnérables et 430 000 personnes déplacées internes³⁷. Entre 2018 et 2020, l'hôpital Al-Thawra, principal établissement de Taïz, proche de la ligne de front, subit au moins 15 bombardements et tirs d'armes légères par les milices houthistes et au moins 10 actes de harcèlement par des milices liées au GIR³⁸. En janvier 2020, la Commission nationale d'enquête sur les violations des droits de l'homme reproche au commandement militaire de l'Axe de Taïz d'utiliser des bâtiments publics civils tels que le complexe des affaires sociales et la prison de Taïz comme casernes et entrepôts militaires, ce qui les expose à être bombardés par les milices houthistes : ainsi, le 5 avril 2020, un obus tue cinq détenues et une gardienne de la prison en partie occupée par la 17^{ème} brigade³⁹. En outre, plusieurs régions sont rendues dangereuses par des mines terrestres, engins explosifs et projectiles non explosés : en juillet 2020, l'ONG saoudienne « Centre

²⁸ Asharq al-Awsat, 05/01/2021, [url](#)

²⁹ Yemen National Military Web, 13/03/2021, [url](#)

³⁰ Asharq al-Awsat, 17/03/2021, [url](#)

³¹ Asharq al-Awsat, 22/03/2021, [url](#)

³² NAJI Mustafa, Orient XXI, 14/05/2019, [url](#)

³³ L'ONG ACLED (Armed Conflict Location & Event Data Project) recueille des données en temps réel sur les lieux, les dates, les acteurs, les décès et les types de tous les événements de violence politique et de protestation signalés en Afrique, au Moyen-Orient, en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Asie de l'Est, du Sud et du Sud-Est, ainsi qu'en Asie centrale, au Caucase, en Europe et aux États-Unis d'Amérique.

³⁴ Yemen Data Project, "Mapview", s.d., [url](#)

³⁵ ACLED, « The Battlefield of Taiz », 01/03/2018, [url](#)

³⁶ ACLED, « The Battlefield of Taiz », 01/03/2018, [url](#)

³⁷ ONU-Habitat, 11/2020, [url](#)

³⁸ Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, 29/09/2020, § 85, [url](#) ; Médecins sans Frontières (MSF), 20/03/2020, [url](#)

³⁹ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 29/09/2020, § 77-78, [url](#)

d'aide humanitaire et de secours du roi Salman » (MASAM) estime leur nombre à 16 000 dans les districts de l'ouest du gouvernorat⁴⁰.

3. Exactions attribuées aux forces pro-gouvernementales et pro-houthistes

3.1. Forces du GIR et milices alliées

Selon le Groupe d'experts des Nations unies, la 35^{ème} brigade blindée, basée dans le gouvernorat de Taïz, a commis de nombreuses exactions entre 2016 et 2019 : viol d'une femme et de deux jeunes garçons, tentative de viol d'une jeune fille, violences sexuelles contre un homme et un jeune garçon⁴¹. Entre 2017 et 2019, dans le district rural d'al-Shamaytayn, des membres de cette unité commettent de nombreuses exactions contre les Muhamasheen : enlèvements, viols, y compris viols collectifs, et autres formes de sévices sexuels⁴². Les Muhamasheen (« marginalisés » en arabe) sont une classe défavorisée de la société yéménite d'origine incertaine, descendant peut-être d'esclaves africains ; généralement non scolarisés, dépourvus de documents d'identité, sans protection légale ni tribale et rejetés à la périphérie des villes, ils survivent dans des conditions précaires qui se sont encore détériorées avec le conflit⁴³.

Le Groupe d'experts des Nations unies parle d'un « climat de peur » à Taïz dans les secteurs contrôlés par le GIR⁴⁴. Plusieurs bâtiments publics sont utilisés comme lieux de détention non déclarés par le commandement militaire de l'Axe de Taïz et par les milices liées au parti Islah : plusieurs cas de disparition forcée, tortures et mauvais traitement sont signalés dans ces locaux, visant principalement des personnes ayant critiqué le GIR ou Islah ; en janvier 2019, le procureur général du Yémen communique à celui de la Cour d'appel de Taïz une liste de 34 victimes de disparition forcées dans son ressort. Ces affaires font rarement l'objet d'investigations : les familles hésitent à porter plainte par crainte de représailles et les magistrats font l'objet d'intimidations de la part de groupes tels que la 22^{ème} brigade mécanisée, le renseignement militaire, les milices d'Islah et de la Résistance de Taïz. Il arrive que la famille d'un disparu ne soit informée du décès de celui-ci qu'avec plusieurs mois de retard⁴⁵.

Parmi les milices liées au GIR, celle de Ghawzan al-Mekhlafi, jeune chef, né vers 2000 et engagé dans le conflit depuis 2015, passe pour pratiquer l'extorsion des commerçants sur les marchés. Arrêté brièvement le 22 novembre 2018, il est relâché peu après à la suite de la réaction violente de ses hommes. Il bénéficie du soutien de son oncle, le général Sadeq Sarhan, chef de la 22^{ème} brigade et proche du parti Islah⁴⁶.

3.2. Forces houthistes

Selon les informations concordantes recueillies par le Groupe d'experts des Nations unies, les autorités de fait houthistes pratiquent la détention arbitraire, principalement dans le centre de détention appelé « prison Al-Saleh », un ancien quartier d'habitation d'une vingtaine d'immeubles dans le quartier de Hawban, dans la banlieue est de Taïz, occupé par eux en 2015. Les détenus sont accusés de soutenir soit des groupes djihadistes, AQPA (Al-Qaïda dans la Péninsule arabe) ou EI (Etat islamique), soit la Résistance de Taïz, la coalition arabe ou le GIR. Les méthodes d'interrogatoire en vue de soutirer des aveux, pouvant se prolonger plusieurs heures de façon répétée, comprennent des tortures et mauvais traitements tels que coups de bâton ou de câble électrique, électrocution, arrachage des ongles, coups ou électrocution des parties génitales, nudité forcée et isolement total. Des transferts de prisonniers sont couramment pratiqués entre la prison Al-Saleh de Taïz et le Collège communautaire de Dhamar, utilisé de la même manière. Parmi les détenus figurent des militants politiques, des enseignants et des membres de professions juridiques⁴⁷.

⁴⁰ Asharq al-Awsat, 24/07/2020, [url](#)

⁴¹ Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, 11/09/2019, § 75, [url](#)

⁴² Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, 11/09/2019, § 76, [url](#)

⁴³ Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, 04/02/2021, [url](#)

⁴⁴ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 29/09/2020, § 165, [url](#)

⁴⁵ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 29/09/2020, § 161-165, [url](#)

⁴⁶ Middle East Eye, 29/11/2018, [url](#)

⁴⁷ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 29/09/2020, § 169-172, [url](#)

3.3. Exactions attribuées aux deux camps

Entre 2017 et 2019, le recrutement de mineurs, parfois âgés de 12 ou 13 ans, est pratiqué aussi bien par les milices houthistes⁴⁸ que par celles de la Résistance de Taïz⁴⁹.

Entre 2015 et 2019, au moins 18 écoles du gouvernorat de Taïz ont été utilisées comme base par les milices de l'un ou l'autre camp, ce qui les expose à des bombardements par le camp adverse⁵⁰.

⁴⁸ Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, 11/09/2019, § 83, [url](#)

⁴⁹ Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, 11/09/2019, § 84, [url](#)

⁵⁰ Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, 11/09/2019, § 87, [url](#)

Bibliographie

Sites web consultés en mai 2021.

Document DIDR

DIDR, « Yémen : Situation sécuritaire dans le gouvernorat de Taïz », Ofpra, 24/06/2016, https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/9_didr_yemen_situation_securitaire_dans_le_gouvernorat_de_taiz_ofpra_24062016.pdf

Organisations intergouvernementales

Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, « Yemen's 'marginalized ones' endure hunger, displacement », 04/02/2021, <https://www.ecoi.net/en/document/2045044.html>

Conseil des droits de l'homme des Nations unies, « Situation of human rights in Yemen, including violations and abuses since September 2014; Detailed findings of the Group of Eminent International and Regional Experts on Yemen [A/HRC/45/CRP.7] », 29/09/2020, <https://www.ecoi.net/en/file/local/2038705/A-HRC-45-CRP.7-en.pdf>

Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, « Situation of human rights in Yemen, including violations and abuses since September 2014 », 11/09/2019, <https://reliefweb.int/report/yemen/situation-human-rights-yemen-including-violations-and-abuses-september-2014-report-0>

Programme des Nations unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), « Taïz City Profile », 11/2020, https://unhabitat.org/sites/default/files/2020/11/taiz_city_profile.pdf

Institutions nationales

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (France), « Présentation du Yémen », m. à j. le 27/11/2020, <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/yemen/presentation-du-yemen/>

Yemen National Military Web, "Yemeni parties salute Taiz gains against the Houthi militia", 13/03/2021, <https://en.26sepnews.net/2021/03/13/yemeni-parties-salute-taiz-gains-against-the-houthi-militia/>

Organisations non gouvernementales

ACLEDD, "The Myth of Stability: Infighting and Repression in Houthi-Controlled Territories", 09/02/2021, <https://acleddata.com/2021/02/09/the-myth-of-stability-infighting-and-repression-in-houthi-controlled-territories/>

ACAPS, « Tribes in Yemen, An introduction to the tribal system », 08/2020, https://www.acaps.org/sites/acaps/files/products/files/20200813_acaps_thematic_report_tribes_in_yemen_0.pdf

Médecins sans Frontières (MSF), « Yémen: les humanitaires victimes d'attaques systématiques à Taïz », 20/03/2020, <https://www.msf.ch/nos-actualites/communiqués-presse/yemen-humanitaires-victimes-dattaques-systematiques-taiz>

Médecins sans Frontières, « Yémen: un hôpital de MSF partiellement détruit suite à une attaque à Mocha », 08/11/2019,
<https://www.msf.ch/nos-actualites/communiqués-presse/yemen-hopital-msf-partiellement-detruit-suite-attaque-mocha>

Carnegie Endowment, “The Houthis March South”, 29/05/2019,
<https://carnegieendowment.org/sada/79228>

ACLEd, « The Battlefield of Taiz », 01/03/2018,
<https://acleddata.com/2018/03/01/the-battlefront-of-taiz/>

Human Rights Watch (HRW), « “No Safe Places”, Yemen’s Crackdown on Protests in Taizz », 06/02/2012,
<https://www.hrw.org/report/2012/02/06/no-safe-places/yemens-crackdown-protests-taizz>

Yemen Data Project, “Mapview”, s.d.,
<https://yemendataproject.org/>

Think tanks

AL-MADHAJI Maged, “Taiz at the Intersection of the Yemen War”, Sanaa Center, 26/03/2020,
<https://sanaacenter.org/publications/analysis/9450>

Yemen Policy, “The status of Abu al-Abbas Group”, 09/2019,
<https://www.yemenpolicy.org/the-status-of-abu-al-abbas-group/>

CARVAJAL Fernando, « Anatomy of chaos: Yemen’s Taiz », Gulf States Analytics, 04/09/2019,
<https://gulfstateanalytics.com/anatomy-of-chaos-yemens-taiz/>

HERAS Nicholas A., “Securing Southern Yemen for the UAE: Abu al-Abbas and the Battle for Taiz”, Jamestown Foundation, 09/06/2018,
<https://jamestown.org/brief/securing-southern-yemen-for-the-uae-abu-al-abbas-and-the-battle-for-taiz/>

GASTON Erica et AL-DAWSARI Nadwa, « Dispute Resolution and Justice Provision in Yemen’s Transition », United State Institute of Peace (USIP), 04/2014,
https://www.usip.org/sites/default/files/SR345_Dispute-Resolution-and-Justice-Provision-in-Yemen%E2%80%99s-Transition.pdf

Médias

Saba, « Héros de Haïfan de Taiz envoient aux fronts Nouveau Convoi pour Amour de Patrie soutenant Armée, Forces populaires », 03/04/2021,
<https://www.saba.ye/fr/news3135204.htm>

Asharq al-Awsat, “250 Houthis Killed in Marib, Taiz Battles as Yemen Army Makes Advances”, 17/03/2021,
<https://english.aawsat.com/home/article/2864916/250-houthis-killed-marib-taiz-battles-yemen-army-makes-advances>

Asharq al-Awsat, “MASAM: Houthis Killed Dozens of Civilians in Taiz”, 24/07/2020,
<https://english.aawsat.com/home/article/2408436/masam-houthis-killed-dozens-civilians-taiz>

Asharq al-Awsat, “HRITC: 110 Houthi Violations in Taiz Last Month”, 10/05/2020,
<https://english.aawsat.com/home/article/2276516/hrirc-110-houthi-violations-taiz-last-month>

Asharq al-Awsat, "250 Houthis Killed in Marib, Taiz Battles as Yemen Army Makes Advances", 17/03/2021,

<https://english.aawsat.com/home/article/2864916/250-houthis-killed-marib-taiz-battles-yemen-army-makes-advances>

Asharq al-Awsat, "Yemeni Rights Coalition Reports 73 Houthi Violations of Human Rights in 7 Weeks", 05/01/2021,

<https://english.aawsat.com/home/article/2722301/yemeni-rights-coalition-reports-73-houthi-violations-human-rights-7-weeks>

News Yemen, "The Houthi militia obliges the sheikhs of Makhlaf and Sharab in Taiz to push new fighters to their camps", 25/11/2020,

https://www.newsyemen.net/new/64426?_cf_chl_jschl_tk_=c82ae3b5bdabc2f5705f2fb7ac43da4f3780e2a0-1615567445-0-AW5Egei4VDzLJKTjggELRFVkmCE6xguxGC31AQ-AUxDH3sUaSuGhQbinVLFJNmTngXbnwXzOAJZYnlhyW--XYfoEUDaoqPJYyx1UDILflaNYao--K_FKEispSC7RYDmOcCpc_W7VsZKVYHQliiw65INjRiprV5DcZ04Q3Sou0lauF3PQRSrauHo4IHVEtelprTgpKSad9-XXUJerhnME9GSJ1XPLWpD3E8Ypa9OggsmTcsx8NDdZkNaQO7MSBjoSX8s3IYdMw4hxTVob0PV-86_Az61-wpuAb4g3Z9CdCNBOI5DZUWvugBxUQ2AqWzZ2KTjuQRrelGCbvvMvkAI02U

Asharq al-Awsat, "MASAM: Houthis Killed Dozens of Civilians in Taiz", 24/07/2020,

<https://english.aawsat.com/home/article/2408436/masam-houthis-killed-dozens-civilians-taiz>

Yemen Shabab, "teiz: masrae wa'iisabat khms "mthwthyn" fi aishtibakat dakhiliat bshreb alsalam tez: yamunu shabab nita - khas alsbt" [Taiz: cinq "moudjahidines" ont été tués et blessés lors d'affrontements internes à Shu'b al-Salam], 28/03/2020,

<https://yemenshabab.net/news/55314>

NAJI Mustafa, « Yémen. Taez, ville martyre et oubliée », 14/05/2019

<https://orientxxi.info/magazine/yemen-taez-ville-martyre-et-oubliee.3082>

Middle East Eye, « The teen warlord who runs Yemen's second city with fear », 27/11/2018,

<https://www.middleeasteye.net/news/teen-warlord-who-runs-yemens-second-city-fear>

Almrasel.net, « alshaykh hamuwd almukhallafi yahsul ealaa haqi alluju' alsiyasii biturkia » [« Le cheikh Hamoud al-Mikhlaifi obtient l'asile politique en Turquie »], 11/06/2016,

<https://www.almrasel.net/?p=3503>

The New York Times, "Rebels Seize Key Parts of Yemen's Third-Largest City, Taiz", 22/03/2015,

https://www.nytimes.com/2015/03/23/world/middleeast/houthi-rebels-taiz-yemen.html?ref=world&_r=0

KASINOF Laura, "A Voice of Authority Emerges From the Opposition in Yemen", The New York Times, 21/07/2012,

<https://www.nytimes.com/2012/07/22/world/middleeast/former-rebel-leader-in-yemen-fills-a-leadership-gap-in-taiz.html>

New York Post, « Yemeni tribesmen reportedly in control of key city Taez », 07/06/2011,

<https://nypost.com/2011/06/07/yemeni-tribesmen-reportedly-in-control-of-key-city-taez/>